

Marseille, port d'accueil pour les migrants ?

Un navire allemand fait route vers la cité phocéenne avec à bord 133 naufragés

Le nom sur sa coque marine est une exhortation. Un appel à ne pas oublier. L'Alan Kurdi, affrété par l'ONG allemande Sea-Eye, porte le nom de ce petit garçon syrien, retrouvé noyé, en 2015, sur une plage turque. Sa petite silhouette en T-shirt rouge était devenue un symbole du drame migratoire en Méditerranée. Officiellement, au moins 300 personnes ont péri en 2020, entre la Libye et l'Italie; 19 000 en cinq ans. Une hécatombe qui n'a toujours pas suscité d'action cohérente et solidaire des États européens.

Sur Twitter, Sea-Eye a annoncé hier faire route vers Marseille, avec à son bord 133 rescapés. Mardi matin, les gardes-côtes italiens avaient évacué de son bord deux femmes, un homme et cinq enfants. Après avoir renouvelé ses appels aux postes de commandement les plus proches - Italie, Malte - mais aussi Allemagne et France, l'ONG est de même restée sans réponse. "L'inaction des autorités italiennes et allemandes nous contraint à cette mesure", a assuré dans un communiqué le dirigeant de Sea-Eye, Gordon Isler.

"Si l'Alan Kurdi émet la volonté de venir à Marseille, nous réitérons la position selon laquelle nous ne laisserons personne se noyer en Méditerranée", a répondu le Premier adjoint Benoît Payan, qui assure l'intérim de la maire de Marseille, Michèle Rubirola, éloignée pour raisons de santé. Fin août, alors

que le Louise Michel, affrété par l'artiste Banksy demandait une aide urgente, celle-ci avait déjà affirmé que la ville ouvrirait son port, "conformément à son histoire et à ses traditions" d'accueil et de fraternité. Mardi, c'est en tout cas dans la presse que la mairie de la presse a appris le cap suivi par le Alan Kurdi. On ignorait, de fait, en fin de journée quel dispositif pourrait être déployé pour l'accueil des rescapés.

Ouvrir ou non le port de Marseille ne relève pas, il est vrai, de la compétence de la

"Le sauvetage en mer n'est pas quelque chose de discutable."

FRANÇOIS THOMAS, SOS MÉDITERRANÉE

ville, mais bien de celle de l'État. "La règle, c'est que le bateau doit être accueilli dans le port le plus sûr le plus proche pour permettre le débarquement, a rappelé Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement. C'est cette règle que nous allons continuer à appliquer avec nos partenaires européens. (...) La France s'exprimera et nous ne nous déroberons pas à nos responsabilités." Il y a pile deux ans, c'est un autre navire, à la coque orange celui-là, qui avait sollicité, en désespoir de cause, la possibilité de débarquer 58 passagers à Marseille: alors privé de pa-

villon, l'Aquarius 2, affrété par l'ONG SOS Méditerranée - son nouveau bateau, l'Ocean Viking, est toujours immobilisé comme ceux d'une demi-douzaine d'autres ONG par les autorités italiennes - n'avait pas obtenu ce feu vert. Ils avaient finalement débarqué à Malte avant d'être répartis entre différents pays européens, dont la France. C'est donc avec attention que François Thomas, président bénévole de SOS Méditerranée suivait hier la situation du Alan Kurdi. Même si "tout élan de solidarité doit être salué", et notamment celui de la nouvelle majorité municipale marseillaise, soulignait-il, "la traversée de la Méditerranée est une décision de dernier recours", rappelait ce marin de formation.

Météo, épuisement, stress et traumatisme des rescapés: "Le nombre de risques est incalculable. Il faut prendre en compte la géographie: une ambulance ne devrait pas traverser toute l'Europe pour trouver un hôpital à ses malades..." En 2018, François Thomas s'était engagé auprès de SOS Méditerranée, choqué par l'errance imposée à l'Aquarius, "contraire aux valeurs d'humanité, de solidarité des gens de mer et au droit maritime", a-t-il répété depuis. Un principe qu'il défend encore farouchement aujourd'hui: "Le sauvetage en mer n'est pas quelque chose de discutable. On doit tendre la main."

Delphine TANGUY (avec AFP)
dtanguy@laprovence.com



Plus d'une centaine de migrants se trouvent à bord du "Alan Kurdi".

Marseille, abri le plus proche ?

Faisant route hier, à 17h, au cap 330 (nord-nord-ouest), à une vitesse de 6 nœuds (11 km/h), l'Alan Kurdi se trouvait alors à mi-chemin entre la Sicile et la Sardaigne, soit à plus de 600 km de la cité phocéenne, à en juger par la position transmise par son système satellitaire AIS, relayée par le site Marine Traffic. Le port de Marseille constituait-il, à ce moment-là, l'abri le plus proche et le plus sûr pour accueillir le navire et ses occupants, comme l'exige le droit maritime international dans le cas d'un sauvetage en mer ? Si la ville de Marseille s'est très vite positionnée en ce sens, le gouvernement français a aussitôt émis des réserves et, estimant que d'autres villes portuaires étaient plus facilement accessibles par le navire, a demandé à l'Italie de l'accueillir.

Quoi qu'il en soit, dans le cas où l'Alan Kurdi poursuivrait sa route et confirmerait ses intentions initiales, l'accès au port de Marseille reste soumis à de multiples autorisations. Tout d'abord, le navire doit adresser une demande officielle d'escale au Grand port maritime de Marseille (GPM) ; demande qui selon nos sources, n'avait toujours pas été formulée, hier à 17h, et qui compte tenu de son caractère spécifique, devra être examinée à la fois par l'autorité portuaire et l'autorité politique. En fonction de la décision qui sera prise au plus haut niveau de l'État, et dans le cas d'une autorisation d'escale, le préfet du département gèrera la situation à l'intérieur du port et sur la terre ferme, notamment pour ce qui concerne la prise en charge sanitaire et administrative des migrants.

Quant au préfet maritime, qui gère la situation dans les eaux territoriales (jusqu'à 12 milles nautiques de la côte, soit 22, km) en lien avec son homologue continental, il peut prendre un arrêté autorisant l'entrée de l'Alan Kurdi dans cet espace contrôlé, assorti éventuellement de la création d'une "bulle de sécurité" autour du navire afin d'éloigner d'éventuels curieux ou manifestants, ou au contraire lui interdisant de pénétrer dans les eaux françaises, en sollicitant si nécessaire des bâtiments de la Marine nationale afin de contraindre son commandant à obtempérer.

Philippe GALLINI

L'ONG FÊTE SAMEDI SON 5^e ANNIVERSAIRE

SOS Méditerranée, "des gens ordinaires qui font un truc extraordinaire"

Une course contre la montre, une course pour la vie; il y a cinq ans, Sophie Beau, une humanitaire marseillaise âgée, alors, de 42 ans, et Klaus Vogel, 59 ans, docteur en histoire et capitaine de marine marchande allemand, lançaient un projet fou. Affréter un navire et se porter avec au secours des milliers de personnes risquant leur vie pour traverser la Méditerranée, entre la Libye et l'Italie.

L'année précédente, le dispositif de sauvetage Mare Nostrum avait été stoppé, et remplacé par l'opération Triton de Frontex, aux objectifs sensiblement différents. Il ne s'agissait plus soudain pour l'agence européenne de sauver les migrants, mais de surveiller les frontières. Avec 3 771 décès, l'Organisation internationale pour les migrations rapportera que 2015 aura été l'année la plus meurtrière de l'histoire pour les migrants et les réfugiés ayant traversé la Méditerranée. Or, ce mois de septembre 2015, il n'y a plus personne sur cette zone pour leur porter secours. Plus de témoin non plus pour décrire le drame qui se joue sur la route maritime la plus dangereuse du monde.

À Berlin, c'est insupportable pour Klaus Vogel, qui n'a pas oublié ces naufragés qu'il a souvent lui-même repêchés sur des embarcations dérisoires, dans sa carrière de marin. Il réfléchit à fédérer les gens de mer autour d'une association civile européenne, bâtie un peu sur le modèle de la Société nationale de sauvetage en mer, créée en 1967



Le 6 octobre 2018, une énorme manifestation de solidarité avec SOS Méditerranée forme une vague orange à Marseille. / PHOTO GG

en Bretagne. Mais à une autre échelle, et sur d'autres flots...

À Marseille, Sophie Beau, également "hantée" par la tragédie, cherche aussi comment intervenir. "Mais sans compétences maritimes, impossible", admet-elle vite. Un jour, son amie d'enfance lui dit: "Je connais en Allemagne quelqu'un à qui tu devrais parler de ton idée..." L'amie est la belle-sœur de Klaus Vogel.

Vite, à coups d'échanges sur Skype et de mails, SOS Méditerranée, ONG franco-allemande, va s'ébaucher. Klaus trouve en Croatie un bateau à vendre; une opération de crowdfunding est lancée pour en financer l'achat ainsi que le maintien en mer (chaque jour coûte 11 000 €). En

un mois, l'ONG va récolter 274 000 € auprès de citoyens. Plus du double que l'objectif initial. Un énorme espoir.

Depuis son premier sauvetage en mars 2016, et malgré mille difficultés, SOS Méditerranée (sur l'Aquarius d'abord, puis l'Ocean Viking) a déjà sauvé quelque 31 000 personnes d'une mort certaine. L'ONG célébrera samedi son 5^e anniversaire au théâtre de la Criée, à Marseille, autour de projections, de témoignages et d'une exposition. L'occasion de (re) faire connaissance avec "ces gens ordinaires qui font un truc extraordinaire", comme avait salué dans La Provence l'un de ces marins, Anthony Luca-Tassel.

D.Ta.

DU CÔTÉ DES ÉLUS MARSEILLAIS

Payan irrite l'opposition

Pas de réaction officielle mais un message clair sous forme de tweet. Voilà comment, en l'absence de la maire de Marseille Michèle Rubirola éloignée pour cause de santé, Benoît Payan son premier adjoint a réagi à la possible arrivée du Alan Kurdi avec à son bord 133 migrants. Le message est en tout cas sans ambiguïté sur la position de la ville dans cette affaire: "Si le Alan Kurdi le souhaite, le port de Marseille lui sera ouvert sans condition. Nous ne laisserons pas des naufragés mourir en Méditerranée. C'est notre histoire, c'est notre tradition et ce sont nos valeurs", écrit ainsi Benoît Payan. Il y a quelques semaines, l'élu du Printemps marseillais s'était déjà exprimé de la même manière concernant l'accueil du navire Louise Michel. Une position de large ouverture qui rejoint celle de la maire écologiste de Marseille, Michèle Rubirola qui, à la fin du mois d'août, avait évoqué le sort de migrants, elle aussi par l'intermédiaire d'un tweet: "Des gens meurent en Méditerranée. Il est temps de les sauver. Je demande à Emmanuel Macron de nous accompagner et à l'État de prendre ses responsabilités. Marseille ville d'accueil et solidaire ouvrira son port."

À droite, Martine Vassal, présidente LR de la Métropole n'a pas souhaité s'exprimer sur une question qui n'entre pas dans son champ de compétences. Christine Pila, présidente du groupe municipal de droite, estime pour sa part "que les déclarations de Benoît Payan sont irresponsables. Notre ville a aujourd'hui une capacité d'accueil saturée qui ne permet pas de recevoir dans des conditions correctes ces migrants. Ce n'est pas une question d'empathie mais un problème de cohérence et de moyens. Monsieur Payan, qui met souvent en avant la concertation citoyenne, ferait bien de demander aux citoyens ce qu'ils pensent vraiment du sujet". Enfin, le sénateur RN Stéphane Ravier considère cette démarche "comme une pure folie": "Marseille n'a pas les moyens de recevoir ces migrants dans un contexte sanitaire très compliqué. C'est à croire que la mairie n'a d'yeux que pour les autres. Et n'hésite pas à mettre en application ses idées au détriment de la population. Pour nous, je le répète, c'est plus que jamais les Marseillais et les Français d'abord."

Éric PUECH



Kurdi, un navire affrété par l'organisation humanitaire Sea-Eye, ici au large de la Libye.

/PHOTO AFP

L'Europe tente de serrer la vis et de mieux répartir les migrants

On ne devrait plus voir les "dublinés" errer en Europe. La Commission européenne a proposé, hier, de jeter aux orties cette règle consistant à confier au premier pays d'entrée d'un migrant la responsabilité de traiter sa demande d'asile. Ce "règlement Dublin", pilier du système d'asile, était l'un des principaux facteurs de tensions entre les 27, en raison de la charge qu'il fait porter aux pays géographiquement en première ligne, comme la Grèce ou l'Italie. Souvent, on a croisé ces gens en Italie, sans cesse repoussés vers la botte et tentant de revenir clandestinement vers la France, l'Angleterre ou l'Allemagne. "Un système injuste, violent et inefficace", fustigeait l'eurodéputé écologiste Michele Rivasi.

Désormais, selon la proposition de la Commission européenne qui dévoilait hier son "Pacte sur la migration et l'asile", le pays responsable de la demande pourra être celui où un migrant a des liens familiaux, où il a travaillé ou étudié, ou alors le pays lui ayant délivré un visa. Sinon, les contrées de première arrivée resteront chargées de la demande et un Etat soumis à une "pression" migratoire pourra demander l'activation d'un "mécanisme de solidarité obligatoire".

"On sera vigilant sur le vote, mais la Commission prend le sujet à bras-le-corps et va plutôt dans le bon sens", analyse l'eurodéputée LREM de Casis, Sylvie Brunet. "Elle essaie d'arrêter avec la politique de l'autruche". Ce que Thierry Mariani conteste. "Une fois de plus, l'Europe agit sous le coup de l'émotion après l'incendie d'un camp en Grèce, s'agace l'eurodéputé Rassemblement national ancré dans le Vaucluse. On ne cherche pas à faire un plan contre l'immigration, mais à la manière dont on peut les répartir. C'est une logique défaitiste, comme en juin 1940. On parle de mécanismes de solidarité, alors qu'en réalité, on va faire payer les pays n'acceptant pas les migrants comme la Pologne ou la Hongrie." Une manière pour l'UE de tirer les leçons de l'échec des quotas de relocalisation décidés après 2015. Ces pays du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie) qui ont parfois érigé des murs pour stopper l'afflux migratoire, devront participer financièrement au renvoi des déboutés du droit d'asile.

Au-delà de la fin probable du statut de "dublinés", l'Union européenne donne le sentiment de vouloir serrer la vis. Elle propose ainsi de hausser le ton sur le renvoi des migrants irréguliers, d'accroître ses contrôles aux frontières en renforçant Frontex et d'accélérer ses procédures. "Ils disent ça à chaque fois, mais il n'y a en réalité rien de neuf", soupire Thierry Mariani. Plusieurs fois repoussé, ce pacte prévoit toutefois de "rigoureux

contrôles" aux frontières extérieures, de manière à écarter plus rapidement les migrants jugés peu susceptibles d'obtenir une protection internationale, dont le traitement sera accéléré, assure le vice-président de la Commission, Margaritis Schinas. En cas de crise similaire à celle de 2015, lorsque plus d'un million de réfugiés avaient pris l'Europe de court, un Etat devra prendre en charge la relocalisation des réfugiés ou le renvoi des migrants déboutés. Et s'il échoue à les renvoyer dans leur pays d'origine dans les huit mois, il devra les accueillir.

En parallèle, l'UE compte augmenter les retours de migrants - seuls un tiers des déboutés du droit d'asile repartent effectivement aujourd'hui - en "intensifiant les négociations" avec les États

"La France ne peut décider seule. On doit mieux coopérer et arrêter de se renvoyer la balle." SYLVIE BRUNET (LREM)

d'origine ou de transit. "Nous devons trouver des solutions pérennes sur la migration", plaide la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, défendant un équilibre "juste et raisonnable" entre "responsabilité et solidarité" au sein des 27.

Un mécanisme de solidarité concernant les sauvetages en mer est aussi prévu par le nouveau pacte, qui propose d'épargner de poursuites judiciaires les ONG impliquées. "C'est une nécessité impérieuse", souligne Sylvie Brunet qui suit avec attention la progression du bateau vers Marseille. "On n'est pas bons sur ce sujet et la France ne peut décider seule. On doit mieux coopérer et arrêter de se renvoyer la balle. On ne pourra pas fermer les mers et les frontières de toute façon. C'est ce que nous a appris l'Histoire."

Reste que ces propositions sont loin de convaincre les mouvements de gauche et les organisations non gouvernementales qui accusent Bruxelles de céder aux pays les plus hostiles à l'accueil des réfugiés. Pour l'ONG Oxfam, la Commission "s'incline devant les gouvernements anti-immigration". "Ce nouveau pacte institutionnalise la honte. Il n'empêchera pas le maintien de camps indignes. La Commission s'est couchée devant Orbán et consorts", enrage l'eurodéputé Damien Carême (Verts). "Nous ne pouvons pas fonder nos politiques sur l'extrémisme hongrois et polonais, malheureusement c'est ce que fait la Commission",ingle l'eurodéputé centriste Guy Verhofstadt. Le vote au Parlement s'annonce animé.

François TONNEAU

DANS LES ALPES

Le refuge de Briançon menacé de fermeture

Depuis plusieurs années le col de Montgenèvre et celui de l'Échelle, dans le Briançonnais, sont privilégiés par les migrants qui viennent chercher refuge en France. La pression des forces de police y est moindre, pensent-ils, qu'à la frontière plus au sud, à Menton. Ainsi, sont-ils des milliers à s'être risqué à un passage accompli dans des conditions extrêmes l'hiver venu. Depuis l'année 2016, 12 000 migrants ont été accueillis au refuge Solidaires de Briançon, où de nombreux bénévoles se relaient pour offrir hébergement temporaire et de la nourriture. En général, les exilés ne demeurent là qu'un jour ou deux, puis reprennent leur route.

"Nous accomplissons notre devoir d'humanité", plaident les bénévoles dont plusieurs ont été jugés et condamnés par le tribunal correctionnel de Gap au motif "d'aider ou tenter d'aider des personnes en situation irrégulière à l'entrée en France". Des maraudes, surtout l'hiver, sont régulièrement organisées pour venir à la rescousse de migrants parfois en péril. Trois migrants ont trouvé la mort en franchissant la frontière ces dernières années.

Le refuge installé rue Pasteur à Briançon est donc un havre pour eux. Abri que le maire a décidé de fermer au plus tard le 28 octobre prochain. Les locaux appartiennent à la commune et sont gérés par la Communauté de communes. Arnaud Murgia, le premier édile, évoque "la convention établie par mon prédécesseur qui n'a



Arnaud Murgia, le maire de Briançon, veut fermer un refuge qui accueille les migrants transitant par les Alpes.

/PHOTO DR

pas été renouvelée en temps opportun et les conditions de sécurité qui ne sont pas respectées. Les lieux devaient accueillir 15 personnes au plus, elles sont parfois au nombre de 100 ! J'hérite de cette situation." Le maire met en avant la responsabilité juridique de la commune et estime ne pas être "le dépositaire de la politique migratoire de l'Etat" vers qui il renvoie donc le dossier.

Les bénévoles ont déjà averti : "Cette fermeture serait une catastrophe, on ne partira pas". Leur interlocuteur, Arnaud Murgia, affirme de son côté qu'"on ne laisse mourir personne ici".

M. RIOUCLAR

Des années de tensions migratoires en Europe

Après l'afflux chaotique de plus d'un million de migrants en 2015, la chute des arrivées les années suivantes n'a mis fin ni aux tragédies en Méditerranée, ni aux querelles entre pays européens sur l'accueil des réfugiés, que Bruxelles tente d'apaiser avec un "pacte" migratoire qui a été dévoilé hier (lire ci-dessus).

LA CRISE DE 2015

Les arrivées en Europe s'accroissent progressivement à partir de 2011, au début du conflit en Syrie. Mais c'est en 2015 que la situation prend des proportions vertigineuses. En avril, jusqu'à 800 migrants partis de Libye périssent dans un naufrage. C'est la pire catastrophe en Méditerranée depuis des décennies. À la fin de l'été, les arrivées se multiplient : au total, plus d'un million de migrants sont recensés sur l'année, dont plus de 850 000 via la Grèce.

Craignant une catastrophe humanitaire, la chancelière Angela Merkel ouvre les portes de l'Allemagne, s'attirant les foudres de ses voisins qui fustigent un "appel d'air". Mais Berlin, au bord de la saturation, va rapidement réintroduire des contrôles aux frontières, suivi par d'autres, à commencer par l'Autriche et la Slovaquie. Pour soulager l'Italie et la Grèce, les Européens adoptent en septembre des quotas de répartition de demandeurs d'asile, malgré l'opposition de plusieurs pays de l'Est.

Ce plan temporaire, sans cesse contesté, cristallisera les divisions européennes. Sur leur route, les migrants voient des clôtures se dresser, comme en Hongrie et en Slovaquie.

2016, ACCORD TURQUIE-UE

En mars 2016, les frontières se ferment une à une tout au long de la route des Balkans, de la Macédoine à l'Autriche, qu'empruntait depuis l'été les migrants cherchant à rejoindre le nord de l'Europe. Et le 18 mars, un pacte décrié entre l'Union européenne

et la Turquie prévoit, en échange notamment d'une aide financière, le renvoi vers la Turquie de tous les migrants qui arriveront désormais en Grèce. Résultat : les arrivées en Europe chutent très nettement (à moins de 390 000 sur l'année 2016). Mais des dizaines de milliers de migrants se retrouvent bloqués en Grèce.

2017, L'ITALIE EN PREMIÈRE LIGNE

Autre conséquence de ce verrouillage : la Libye devient la principale voie de migration et l'Italie la première porte d'entrée en Europe. Des accords entre Rome et les autorités et milices libyennes vont changer la donne à la mi-2017. Au prix de vives controverses :

Les frontières se ferment les unes après les autres en raison de la crise du coronavirus.

l'Union européenne, qui appuie les gardes-côtes libyens, est accusée de fermer les yeux sur la détention et les violences subies par les migrants en Libye. En 2018, c'est au tour de l'Espagne de devenir la principale porte d'entrée en Europe.

2018-2019, CRISE POLITIQUE

Les Italiens portent au pouvoir fin mai une coalition de l'extrême droite et des populistes. Une de ses premières décisions est de refuser d'accueillir un bateau humanitaire chargé de 630 migrants. L'Aquarius accoste finalement en Espagne, après une odyssée d'une semaine qui exacerbe les tensions au sein de l'UE, notamment entre Rome et Paris. À l'issue d'un sommet européen fin juin, les pays européens envisagent la création de "plateformes de débarquement" hors de l'UE et de "centres contrôlés" en Europe, où dis-

tinguer rapidement migrants irréguliers à expulser et demandeurs d'asile à accueillir.

Mais les capitales sont loin d'être d'accord sur les modalités. Pendant un an, avec la fermeture des ports italiens incarnée par le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini (extrême droite), le scénario se répète : des bateaux vont errer en Méditerranée jusqu'à ce que quelques pays s'entendent pour accueillir les migrants secourus. Las, un navire de l'ONG Sea-Watch marque les esprits en juin 2019 en accostant de force sur l'île de Lampedusa.

Le changement de gouvernement en Italie à la fin de l'été 2019 et la réouverture des ports italiens va permettre d'ébaucher un accord en septembre entre l'Allemagne, la France, l'Italie et Malte, soutenu par quelques pays. Un mécanisme temporaire est censé faciliter les débarquements, en rendant automatique l'accueil des migrants secourus par plusieurs pays volontaires. Il sera de fait suspendu avec la crise sanitaire. En 2019, moins de 129 000 migrants sont arrivés en Europe.

2020, "CHANTAGE" D'ERDOGAN

Fin février 2020, la Turquie annonce l'ouverture de la frontière avec la Grèce, provoquant l'afflux de dizaines de milliers de migrants. Les Européens crient au "chantage". La fermeture des frontières liée à la crise sanitaire va cependant limiter les tentatives de passage. La pandémie du nouveau coronavirus va aussi entraîner la fermeture des ports italiens et maltais début avril, et une raréfaction des bateaux humanitaires.

Parallèlement, la crise accélère les traversées en Méditerranée centrale. Les ONG craignent une "tragédie à huis clos", tandis que l'Italie demande le soutien de l'UE. Phénomène de moindre ampleur, les tentatives de traversées clandestines de la Manche depuis la France augmentent, suscitant des tensions entre Paris et Londres.